

Association canadienne pour les études supérieures (ACES)

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Il faut à tout prix que le gouvernement fédéral continue non seulement d'investir dans l'enseignement supérieur, mais qu'il augmente ses investissements pour que le Canada puisse répondre à la demande de personnes hautement qualifiées dont il a besoin pour contribuer à la croissance de son économie, et pour être en mesure de tirer parti de la relance inévitable de l'économie. Les investissements dans l'enseignement supérieur ne sont pas une fin en soi. L'instruction de Canadiens éminemment qualifiés – et d'un nombre croissant d'entre eux – à la fois dans les disciplines STEM et dans les sciences sociales et humaines – est indispensable pour répondre aux besoins de sphères publiques et privées de plus en plus complexes. Les fonds que le gouvernement du Canada octroie aux chercheurs et aux étudiants par l'entremise des conseils subventionnaires est un investissement crucial dans le perfectionnement de diplômés du 3^e cycle productifs et éminemment employables et un investissement névralgique dans l'avenir du Canada. La contribution de ces étudiants profitera à l'économie et à la société tandis que le plan d'action du Canada sur l'innovation remboursera largement cette contribution. Comme on a pu le lire dans un récent rapport préparé pour l'ACES et le CRSHC par la professeure Marilyn Rose, les diplômés du 3^e cycle sont éminemment employables et : * bénéficient de meilleures perspectives d'emploi que les diplômés du 1^{er} cycle; * sont plus susceptibles de se trouver un emploi six mois après avoir obtenu leur diplôme que les diplômés du 1^{er} cycle; et * sont plus susceptibles à plus long terme d'appartenir aux trois catégories professionnelles les mieux rémunérées que les diplômés du 1^{er} cycle; * les titulaires d'une maîtrise gagnent en moyenne 15 % de plus durant leur vie que les diplômés du 1^{er} cycle; * les titulaires d'un diplôme de recherche gagnent en moyenne 23 % de plus durant leur vie que ceux qui n'ont qu'un diplôme de 1^{er} cycle (professeur Adrian Smith *et al.*, One Step Beyond: Making the Most of Postgraduate Education, mars 2010). L'ACES RECOMMANDE AU GOUVERNEMENT DU CANADA DE MAJORER LE FINANCEMENT DES CONSEILS SUBVENTIONNAIRES FÉDÉRAUX, EN PARTICULIER L'APPUI DES ÉTUDIANTS DE 2^E/3^E CYCLE, CAR IL S'AGIT D'UN INVESTISSEMENT DANS LES CANADIENS ET DANS L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE NOVATRICE.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

On constate l'augmentation de la demande de travailleurs qualifiés dans tous les secteurs de l'économie. Cela comprend la demande de travailleurs possédant des études de 2^e/3^e cycle – le nombre d'emplois qu'occupent les titulaires d'un grade de 2^e/3^e cycle a augmenté de 33 % pour atteindre plus de 1,3 million entre 2004 et 2010. À mesure que la population augmente et que la vie quotidienne

devient de plus en plus complexe sur le plan technologique, il en va de même des problèmes sociaux et économiques qui nécessitent la formation spécialisée et les compétences supérieures que procurent des études de 2^e/3^e cycle. Tout, depuis la conception du Canadarm jusqu'aux recherches sur le cancer, à la négociation d'accords commerciaux et à la conception de méthodes améliorées pour prendre soin d'une population vieillissante qui ne cesse d'augmenter, bénéficie des investissements engagés dans l'enseignement supérieur. Il est incontestable que la formation des diplômés d'université au niveau de la maîtrise et du doctorat n'est pas gratuite. C'est un investissement que les étudiants, leurs familles et la société canadienne se partagent. Toutefois, ce coût a un rendement élevé à la fois pour les étudiants et l'économie, que l'on estime à environ 3 \$ pour chaque dollar investi. À vrai dire, la justification économique des investissements dans l'enseignement supérieur est puissante. Les possibilités de revenu des diplômés universitaires, en particulier de ceux qui sont titulaires d'un grade supérieur (maîtrise et doctorat), sont supérieures à celles d'un titulaire d'un baccalauréat et représentent généralement près du double des revenus de ceux qui ont un niveau d'instruction moins élevé. Du point de vue des revenus, le taux d'impôt sur le revenu que paient ces travailleurs suit la même courbe, ce qui en fait une valeur sûre pour le Canada. Les diplômés universitaires paient 44 % des impôts prélevés par les gouvernements. Par ailleurs, l'incidence du chômage dans ces cohortes est aussi nettement inférieure à celle d'autres cohortes éducatives.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Il faut à tout prix assurer que les recherches se poursuivent dans les universités pour permettre l'éducation et la formation de générations successives de travailleurs si l'on veut que le Canada relève les défis posés par les changements générationnels. Cela est d'autant plus vrai que le Canada doit livrer concurrence à d'autres pays pour recruter des étudiants de 2^e/3^e cycle de grande qualité. Il est important de préserver et même d'accroître la qualité des universités canadiennes. Même s'il y a eu des hausses appréciables des inscriptions en 2^e/3^e cycle (au niveau de la maîtrise et du doctorat) au Canada, le pays n'a pas réussi à satisfaire à la demande de diplômés de 2^e/3^e cycle. C'est pourquoi le Canada s'est tourné vers le marché international pour répondre à cette demande et qu'il bénéficie de l'injection de nouveaux esprits et de différents modes de réflexion. En 2010, on dénombrait respectivement quatre fois plus d'étudiants de maîtrise à temps plein et quatre fois et demie plus d'étudiants de doctorat à temps plein par rapport à 1980. Deux observations s'imposent ici : le Canada doit faire plus pour attirer les meilleurs étudiants de 2^e/3^e cycle du monde entier. La concurrence pour les meilleurs étudiants de 2^e/3^e cycle dans le monde est farouche, d'autant plus que d'autres pays avancés et émergents développent et commercialisent leurs propres systèmes d'enseignement au niveau des 2^e/3^e cycle. L'ACES PRIE INSTAMMENT LE GOUVERNEMENT DU CANADA D'ACCROÎTRE SON AIDE À LA PROMOTION DES UNIVERSITÉS CANADIENNES À L'ÉTRANGER COMME IL L'A FAIT CE PRINTEMPS (2012) AVEC LE VOYAGE ÉMINEMMENT FRUCTUEUX AU BRÉSIL DIRIGÉ PAR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL. On ne saurait tenir pour acquis l'existence d'étudiants de 2^e/3^e cycle de qualité supérieure – susceptibles de rester au Canada – et de travailleurs hautement instruits et qualifiés. Le Canada a reculé dans les classements de l'OCDE des diplômés du 3^e cycle du sommet vers le bas de la liste. Le Canada doit veiller à maintenir des programmes de qualité supérieure dans ses universités qui produisent les diplômés nécessaires pour répondre aux besoins socio-économiques de l'avenir. L'ACES SE RÉJOUIT À LA PERSPECTIVE DE LIRE LE RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA STRATÉGIE INTERNATIONALE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION ET SES RECOMMANDATIONS QUI STIMULERONT LE MAINTIEN ET L'ÉLABORATION DE PROGRAMMES DE LA PLUS HAUTE QUALITÉ DANS LES UNIVERSITÉS CANADIENNES.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Il est important de tirer parti des atouts de la recherche universitaire pour stimuler la productivité et l'innovation industrielles. Cette approche nécessitera également un plus grand nombre d'étudiants hautement qualifiés sortant des 2^e/3^e cycle et garantira que ces futurs innovateurs disposent des outils et de l'expérience nécessaires pour participer largement à l'économie canadienne. Nous savons que la demande augmente pour ce qui est des travailleurs possédant des études de 2^e/3^e cycle. Comme nous l'avons vu plus haut, le nombre d'emplois pour ceux qui sont titulaires d'un grade de 2^e/3^e cycle a augmenté de 33 %, pour atteindre plus de 1,3 million entre 2004 et 2010. Les universités d'un océan à l'autre se dotent de programmes de perfectionnement des compétences pour les étudiants de 2^e/3^e cycle pour s'assurer qu'ils sont « prêts à l'emploi ». Des organisations comme Mitacs s'occupent de concevoir des programmes de mentorat et de stage qui profiteront aux étudiants – et les entreprises avec lesquelles ils interagissent. À mesure que la population augmente et que la vie quotidienne devient de plus en plus complexe sur le plan technologique, il en va de même des questions socio-économiques qui nécessitent la formation spécialisée et les compétences avancées que procurent des études supérieures. Il faut à tout prix s'assurer que les recherches se poursuivent dans les universités pour permettre l'éducation et la formation de générations successives de travailleurs si l'on veut que le Canada relève les défis posés par les changements générationnels.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Le milieu universitaire reconnaît qu'il faut enrichir l'éventail des compétences que possèdent les diplômés de 2^e/3^e cycle lorsqu'ils arrivent dans le milieu professionnel. Comme l'a déclaré le professeur Douglas Peers, vice-président adjoint (études supérieures) et doyen des études supérieures à l'Université York (dans le discours liminaire qu'il a donné à une conférence intitulée Navigating Your Path: Exploring and Supporting Teaching Assistant and Graduate Student Development, qui a eu lieu à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario en mai 2011), à propos du besoin de perfectionnement des compétences : [...] il est indispensable que nos établissements préparent et confèrent leur diplôme aux étudiants qui sont flexibles, adaptables et (pour dire les choses carrément) plus immédiatement employables que c'était le cas par le passé. [...] nos étudiants doivent tirer parti de notre empressement à consacrer du temps et des ressources à l'enrichissement de leurs études de base par le perfectionnement des compétences pour les aider à se frayer un chemin jusque dans le monde du travail où ils auront la possibilité de donner toute leur mesure afin de contribuer à la société dans son ensemble de diverses façons. L'ACES DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'INVESTIR DANS LE PERFECTIONNEMENT NOVATEUR DES COMPÉTENCES DES ÉTUDIANTS DE 2^E/3^E CYCLE DANS TOUTES LES DISCIPLINES AFIN D'ENRICHIR LEURS COMPÉTENCES UNIVERSITAIRES ET DE LES RENDRE À LA FOIS PLUS CONCURRENTIELS ET MIEUX PRÉPARÉS À LA VIE PROFESSIONNELLE.